

Pensions, services publics, conquêtes sociales : sous la dictature des marchés¹

Fin septembre, des dizaines de milliers de syndicalistes défilaient à Bruxelles pour protester contre les politiques d'austérité imposées aux quatre coins de l'Europe. « Les travailleurs sont dans les rues avec un message clair pour les dirigeants de l'Europe : il est encore temps de ne pas choisir l'austérité, encore temps de changer de direction » déclarait à cette occasion John Monks, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats.

Plus concrètement, il s'agissait également de faire savoir à la Commission européenne et au Conseil européen que le projet d'infliger des amendes aux pays de la zone euro qui tarderaient à réduire leur dette publique est totalement imbuvable.

« L'interdiction pour la Banque centrale européenne (BCE) de prêter aux États conduit ceux-ci à emprunter sur les marchés financiers. Les banques privées se font ainsi de l'argent sur le dos des États. Et en contrepartie de la garantie de la BCE, les États se voient imposer des plans d'austérité draconiens », a dénoncé de son côté un collectif d'économistes européens, auteur d'un « manifeste des économistes atterrés ».

La majorité des élus européens de gauche et de droite, semblent se moquer de ces mises en garde. Ceux-ci ont adopté fin octobre, par 501 voix pour, 67 contre (le groupe de la Gauche unitaire européenne-GUE) et 50 abstentions, un texte d'essence libérale qui rappelle certes que « la diminution de la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée depuis les années 1980 » est l'une des raisons de la crise mais qui, quant aux solutions avancées, n'appelle nullement à changer la donne... Par exemple, il s'agirait de flexibiliser toujours plus des « marchés du travail (...) qui offrent plus de souplesse aux employeurs. » Et le texte prône l'achèvement du « marché intérieur », donc, sa libéralisation accrue. Il réclame des « mécanismes d'incitation et de sanction » pour les États qui en prendraient à leur aise avec le pacte de stabilité.

Un enjeu de civilisation

En ce qui concerne les pensions des salariés, le rapport réaffirme, de façon éclairante, que leur financement « ne peut être entièrement laissé au secteur public, mais doit reposer sur des systèmes à trois piliers, comprenant des régimes de retraite publics, professionnels et privés. »

Pour sa part, le Fonds monétaire international a surenchéri. En affirmant à tout hasard qu'un relèvement de l'âge de la retraite de deux ans augmentait en moyenne le produit intérieur brut d'un pays « de près d'un point de pourcentage à court ou moyen terme et de 4,25 points de pourcentage à long terme ». A quel prix ! Le FMI, peu original, voit trois moyens de renforcer la viabilité du financement des retraites : le relèvement de l'âge, la baisse du montant des pensions et la hausse des cotisations. « Une hausse de l'âge de la retraite est l'outil le plus efficace » si un gouvernement ne veut pas nuire à la croissance, conclut le rapport. Ce qui, au cœur d'un rude conflit social en France, a rempli d'aise Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn n'est-il pas l'un des candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2012 pour le Parti socialiste ?

Ainsi toute alternative aux dérives actuelles serait-elle balayée. Alors pourtant que, comme l'a récemment remis sur la table l'ancien directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, « On a bâti des sociétés plus avancées, plus civilisées, dans la mesure où on a mis au point des systèmes de retraite permettant d'éliminer l'une des grandes terreurs de l'Occident, à savoir la détresse des vieillards. Aujourd'hui, c'est cela qui est menacé. Tout le monde sait que la question des retraites implique l'ensemble des familles, par conséquent la société, donc la civilisation². »

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – novembre 2010.

² « On voit s'exprimer, en ce moment, la légitimité sociale ». Ignacio Ramonet dans l'*Humanité* du 15 octobre 2010.

Une juste réflexion dont n'ont cure les gouvernements européens, tout attachés à séduire les marchés financiers et les agences de cotations qui, aux aguets, veillent à punir sévèrement tout risque de « dérapage » des finances publiques alors que des centaines de milliards d'euros de fonds publics ont été dépensés sans contrepartie, depuis le début de la crise financière, pour sauver les banques et les dividendes.

Il serait dès lors scandaleux d'imaginer mettre à contribution le capital pour penser une autre organisation de la carrière et du temps libéré ou pour financer des avancées sociales ? Le traité de Lisbonne a « constitutionnalisé » les outrances libérales. Ce n'était pas suffisant. Sarkozy et Merkel ont mené croisade à l'occasion du récent Conseil européen à Bruxelles pour durcir les traités européens en proposant des « procédures de sanctions plus courtes et plus efficaces » contre les Etats gaspilleurs. Ils ont été en partie entendus par leurs pairs malgré quelques grincements de dents. Ainsi le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, avait jugé « inacceptable » l'accord franco-allemand. Tout d'abord parce qu'il était présenté, sans autre concertation, par deux capitales seulement. La chancelière allemande souhaitait aussi la possibilité d'une mise en faillite des États. Du jamais vu.

Durcir le pacte de stabilité

Les Vingt-Sept ont toutefois donné leur aval à un durcissement du pacte de stabilité. Dès l'ouverture du sommet, le ton avait été donné. David Cameron, le premier ministre britannique, a rejoint Angela Merkel et Nicolas Sarkozy pour limiter l'augmentation du budget de l'Union en 2011. Pour ces trois chevaliers de l'ultralibéralisme, rejoints par huit autres pays, les propositions budgétaires de la Commission, soutenues par le Parlement européen, sont « d'autant plus inacceptables à un moment où nous devons prendre des décisions difficiles au niveau national pour contrôler les dépenses publiques ». Une manière de tirer à vue sur des eurodéputés qui avaient vu leurs prérogatives un tantinet renforcées par le traité de Lisbonne. Angela Merkel a de nouveau redit son souhait de « sanctions politiques » à l'égard des Etats trop laxistes, soit par une diminution de leurs droits de vote dans les instances européennes. La question a été renvoyée à plus tard. Il n'empêche que les dirigeants de l'UE ont approuvé l'idée de nouvelles sanctions économiques et que, comme annoncé depuis des mois, les budgets nationaux seront surveillés de près par la Commission. Une manière de ridiculiser un peu plus les élus nationaux et européens.

Intervenant au nom du groupe de la Gauche unitaire européenne, l'eurodéputé Patrick Le Hyaric a fustigé une « stratégie (qui) mène l'UE dans le mur ». Et interpellé rudement le président de la Commission : « Vous avez dit que la crise était derrière nous. Notre groupe de la GUE pense qu'elle s'aggrave. Et c'est ce que vivent les peuples. Pour la résoudre, vous préconisez l'austérité avec le pacte de stabilité renforcé et désormais des sanctions contre les États. Je crois que c'est exactement l'inverse qu'il faut faire avec : l'amélioration de la rémunération du travail ; une nouvelle fiscalité plus juste, favorable au travail (...), la mise en place de la taxe sur les transactions financières ; une amélioration des protections sociales et des services publics (...) Ne voyez-vous pas les dangers qui nous menacent aujourd'hui ? L'idée européenne elle-même, parce qu'elle est basée sur la concurrence, sur le libre-échange intégral, se fracasse sur le mur de l'argent, dans les guerres économiques et maintenant la guerre monétaire. »

Un vent de résistance

Le fait est qu'un vent de résistance souffle aux quatre coins de l'Europe, en Grèce, en Italie, en France, en Espagne, au Portugal, en Allemagne, en Roumanie, en Tchéquie ou en Belgique. Il ne se passe guère une semaine sans que se manifestent des mobilisations contre les politiques de casse sociale et le démantèlement des services publics. Partout les dirigeants au pouvoir, de gauche ou de droite, font le gros dos. Mais la colère monte en une période où beaucoup se joue pour élaborer des alternatives. Reste l'essentiel : donner une traduction politique concrète et crédible à la grogne populaire, ancrée dans le mouvement social réel. C'est peut-être le plus difficile au moment où « l'idéologie dominante s'efforce de nous persuader de l'impossibilité d'un changement radical, de l'impossibilité d'une abolition du capitalisme, de l'impossibilité de la création d'une démocratie qui ne se réduirait pas à un jeu parlementaire corrompu, réussissant du même coup à rendre invisible l'antagonisme qui

traverse nos sociétés³. » Et notamment cette évidence aveuglante : il est parfaitement impossible de sauvegarder ce qu'on appelle l'Etat providence, le niveau de vie des populations ou un environnement sain tant que les casseurs de la pensée unique pourront perpétrer leurs forfaits. Comme le décrit le collectif des « économistes atterrés », « La crise économique et financière qui a ébranlé le monde en 2008 n'a pas affaibli la domination des schémas de pensée qui orientent les politiques économiques depuis trente ans (...) La construction européenne elle-même est menacée (...) Qu'on l'interprète comme le désir de 'rassurer les marchés' de la part de gouvernants effrayés, ou bien comme un prétexte pour imposer des choix idéologiques, la soumission sans débat à cette dictature n'est pas acceptable. Un véritable débat démocratique sur les choix de politique économique doit être ouvert⁴. »

Et d'autres choix, plus justes, plus efficaces, peuvent être faits. Comme l'a rappelé une récente étude du Parti communiste de Wallonie et de Bruxelles, en Belgique, en moyenne, un travailleur belge produit aujourd'hui 50% de richesse en plus qu'il y a 30 ans ! Sur 1,5% de croissance de la richesse produite en moyenne chaque année, seul un tiers retourne vers les travailleurs le reste allant dans la poche des détenteurs de capitaux. En conséquence, la part de la richesse produite retournant aux travailleurs est passée de 66% à moins de 50%.

Gare au « monstre doux »

Une vraie politique de gauche consisterait à puiser dans cette manne d'argent « capitalisé » qui alimente la spéculation, et pas dans la poche des travailleurs, de quoi financer, entre autres choses, une retraite publique de qualité. Notamment par la suppression des avantages fiscaux et parafiscaux considérables (plus de 2 milliards d'euros par an en Belgique) dont bénéficient les systèmes de pension par capitalisation (2^{ème} et 3^{ème} piliers) et un refinancement du 1^{er} pilier. Les socialistes d'Europe, dont la politique au pouvoir ne se distingue que fort peu de celle de la droite « décomplexée », les verts vont-ils finalement choisir leur camp et aider à mettre un terme au saccage perpétré par les sociétés financières ? Ou bien, au risque de se suicider une fois pour toutes, vont-ils continuer à participer à l'enracinement de l'Europe à droite, laisser le terrain à « cette droite conquérante, anonyme et diffuse, associée aux chefs d'entreprise, au capital national et transnational comme aux hommes de médias pour promouvoir une société de divertissement et de défense des intérêts de court terme⁵ » ? A ce « monstre doux » pour reprendre les mots du philosophe Raffaele Simone, un « système global de gouvernement, mais aussi un système médiatique, télévisuel, culturel, cognitif, une forme d'ambiance infantilissante persistante qui pèse sur les sociétés » ?

³ « Refus obstiné d'un ordre intenable. Pour (enfin) sortir de la nasse ». Par Slavoj Zizek, dans *le Monde diplomatique* de novembre 2010.

⁴ Lire sur le Web : economistes-atterres.blogspot.com.

⁵ « Pourquoi l'Europe d'enracine à droite ». *Le Monde* du 12 septembre 2010.